

RAPPORT INTERMÉDIAIRE

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 1^{ER} MAI 2010



Reitmans

REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS SPÉCIALISÉS AU CANADA. NOUS METTONS L'ACCENT SUR LA CLIENTÈLE ET LA VALEUR ET NOUS VISON L'EXCELLENCE. EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE, LE DÉVELOPPEMENT ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE CE QU'IL Y A DE MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.

À NOS ACTIONNAIRES

Le chiffre d'affaires du premier trimestre terminé le 1^{er} mai 2010 a augmenté de 3,2 %, s'établissant à 238 978 000 \$, contre 231 652 000 \$ pour le premier trimestre terminé le 2 mai 2009. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a progressé de 1,7 %. Le bénéfice d'exploitation avant l'amortissement (le « BAIIA »¹) de la période a crû de 47,5 % pour s'inscrire à 37 560 000 \$, contre 25 460 000 \$ un an auparavant. La marge brute de la société s'est accrue, passant de 63,7 % à 68,2 % au premier trimestre de l'exercice 2011 essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et de la croissance du chiffre d'affaires généré à la fois par les nouveaux magasins et les magasins existants. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,03 \$ CA, contre 1,24 \$ CA pour le premier trimestre de l'exercice 2010.

Le bénéfice net s'est accru de 111,1 % pour s'élever à 16 471 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 0,24 \$, contre 7 801 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 0,11 \$ pour la même période l'an dernier.

Au cours du premier trimestre, la société a ouvert 11 nouveaux magasins, soit 5 Reitmans, 2 Cassis, 3 Penningtons et 1 Addition Elle, et elle en a fermé 6. Par conséquent, au 1^{er} mai 2010, la société comptait 982 magasins en exploitation, soit 369 Reitmans, 163 Smart Set, 66 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 19 Cassis, 165 Penningtons et 124 Addition Elle, par rapport à un total de 974 magasins l'exercice précédent. La société prévoit ouvrir 30 nouveaux magasins, en fermer 11 et en rénover 30 d'ici la fin de l'exercice en cours.

Le chiffre d'affaires du mois de mai s'est accru de 7,3 %, alors que celui des magasins comparables a augmenté de 5,4 %.

À la réunion du conseil d'administration tenue le 2 juin 2010, un dividende trimestriel (constituant les dividendes admissibles) de 0,20 \$ en espèces par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société; le dividende est payable le 29 juillet 2010 aux actionnaires inscrits aux registres le 15 juillet 2010. Ceci représente une hausse de 11,1 % par rapport au taux trimestriel précédent de 0,18 \$ par action, soit un taux annuel de 0,80 \$ par action.

Au nom du conseil d'administration,
Le président du conseil et chef de la direction,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Montréal, le 2 juin 2010

FAITS SAILLANTS

CHIFFRE D'AFFAIRES	238 978 000 \$	+ 3,2 %
BAIIA¹	37 560 000 \$	+ 47,5 %
BÉNÉFICE AVANT LES IMPÔTS	23 391 000 \$	+ 106,6 %
BÉNÉFICE NET	16 471 000 \$	+ 111,1 %
BÉNÉFICE PAR ACTION²	0,24 \$	+ 118,2 %
ENCAISSE ET PLACEMENTS	257 931 000 \$	+ 41,2 %
MAGASINS	982	+ 0,8 %

¹ Les présents faits saillants font référence au BAIIA, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit comme étant le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement. La société est d'avis que cette mesure fournit des renseignements significatifs sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés qu'une telle mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

² Bénéfice par action après dilution.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 1^{ER} MAI 2010

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers non vérifiés pour la période terminée le 1^{er} mai 2010, des états financiers vérifiés de Reitmans pour l'exercice terminé le 30 janvier 2010 ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 2 juin 2010.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers de Reitmans ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, à l'exception de certains renseignements désignés à titre de mesures non conformes aux PCGR, dont il sera question plus loin. Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens. Les états financiers et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité de vérification de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 2 juin 2010.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans, notamment la notice annuelle 2010 de la société, sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmans.ca, ou sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date ci-contre, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, un nombre important desquels sont indépendants de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, sans limitation : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation au jour où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et désavoue toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf dans la mesure où les lois en valeurs mobilières qui s'appliquent ne l'y obligent.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus des mesures du bénéfice selon les PCGR du Canada, le présent rapport de gestion contient des références à une mesure du bénéfice additionnelle, le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement (le « BAIIA »). L'amortissement comprend la radiation des immobilisations. La société est d'avis que cette mesure fournit des renseignements importants sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés que cette mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA aux mesures selon les PCGR présentées dans les états des résultats pour les trimestres terminés le 1^{er} mai 2010 et le 2 mai 2009.

	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	23 391 000 \$	11 322 000 \$
Intérêts sur la dette à long terme	199 000	219 000
Revenu de placement	(810 000)	(727 000)
Amortissement	14 780 000	14 646 000
BAIIA	37 560 000 \$	25 460 000 \$

La société présente également le chiffre d'affaires des magasins comparables, qui est le chiffre d'affaires généré par les magasins ouverts depuis au moins un an.

Le chiffre d'affaires de magasins comparables n'est pas une mesure du bénéfice reconnue selon les PCGR et n'a donc pas de définition normalisée aux termes de ceux-ci. Le chiffre d'affaires de magasins comparables dont il est question dans le présent rapport de gestion peut donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient sept bannières : Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Cassis, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les centres commerciaux linéaires et les mégacentres commerciaux de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille au développement constant de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société poursuit sa croissance en continuant d'offrir aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables offrant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite un site Web de commerce électronique de marchandises pour ses bannières taille plus (Penningtons et Addition Elle). Ce canal de vente en ligne offre la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 1^{ER} MAI 2010 (LE « PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 2 MAI 2009 (LE « PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010 »)

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, la société a observé une légère amélioration des ventes, ce qui laisse présager une reprise de l'économie. Le chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice 2011 a augmenté de 3,2 % par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice 2010, s'établissant à 238 978 000 \$ contre 231 652 000 \$. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a progressé de 1,7 %. Statistique Canada a annoncé une croissance des ventes dans le secteur des vêtements pendant quatre mois consécutifs jusqu'en mars 2010. C'est dans l'est du Canada, notamment au Québec et en Ontario, que les ventes ont affiché les hausses les plus importantes, tandis que l'ouest du pays est à la traîne, ce qui correspond aux données publiées par Statistique Canada sur les ventes au détail ajustées en fonction de la saisonnalité dans son rapport sur le commerce de détail de mars 2010.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, le BAIIA a augmenté de 12 100 000 \$, ou 47,5 %, pour s'établir à 37 560 000 \$, comparativement à 25 460 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010. S'élevant à 68,2 % pour le premier trimestre de l'exercice 2011, la marge brute de la société s'est accrue de manière importante par rapport à celle de 63,7 % pour le premier trimestre de l'exercice 2010, essentiellement en raison de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien. Puisque la société règle la majeure partie de ses achats de marchandises en dollars américains, une variation importante de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain a une incidence sur le bénéfice. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,03 \$ CA, contre 1,24 \$ CA pour le premier trimestre de l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ont varié entre un plafond de 1,07 \$ CA et un plancher de 1,00 \$ CA (respectivement, 1,30 \$ et 1,19 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010). Les éléments importants des coûts d'exploitation des magasins influant sur le BAIIA comprennent les loyers et les coûts d'occupation, en hausse de 10 points de base exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires.

La charge d'amortissement pour le premier trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 14 780 000 \$, contre 14 646 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010. Elle comprend un montant de 425 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 154 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010.

Le revenu de placement pour le premier trimestre de l'exercice 2011 a augmenté de 11,4 %, pour s'établir à 810 000 \$, comparativement à 727 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, le revenu de dividendes a atteint 671 000 \$, par rapport à 510 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010. Il n'y a eu ni gain net ni perte nette en capital pour le premier trimestre de l'exercice 2011, alors que les pertes nettes en capital se sont élevées à 69 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010. Les intérêts créditeurs ont diminué pour le premier trimestre de l'exercice 2011, s'établissant à 139 000 \$, contre 286 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010, en raison de la baisse des taux d'intérêt y afférent.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 199 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 219 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010. Cette baisse reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

La charge d'impôts pour le premier trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 6 920 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 29,6 %, par rapport à 3 521 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010, selon un taux d'imposition effectif de 31,1 %. Cette réduction du taux d'imposition effectif résulte de modifications apportées aux taux d'imposition pratiquement en vigueur dans les divers territoires fiscaux.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, le bénéfice net a augmenté de 111,1 % pour se chiffrer à 16 471 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,24 \$), comparativement à 7 801 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,11 \$) pour le premier trimestre de l'exercice 2010.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtermes d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour le premier trimestre de l'exercice, ces achats, qui sont réglés en dollars américains, se sont élevés à environ 60 000 000 \$ US (60 000 000 \$ US au 2 mai 2009). La valeur du dollar canadien a continué à fluctuer par rapport à celle du dollar américain pour le premier trimestre. La société envisage diverses stratégies pour fixer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, y compris des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, la société a ouvert 11 magasins, soit 5 Reitmans, 2 Cassis, 3 Penningtons et 1 Addition Elle, et elle en a fermé 6. Par conséquent, au 1^{er} mai 2010, la société comptait 982 magasins en exploitation, soit 369 Reitmans, 163 Smart Set, 66 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 19 Cassis, 165 Penningtons et 124 Addition Elle, comparativement à un total de 974 magasins au 2 mai 2009.

RAPPORT DE GESTION

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non vérifiés ont été préparés sur la même base que l'ont été les états financiers annuels.

(EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Chiffre d'affaires	Bénéfice net	Bénéfice par action (« BPA »)	
			De base	Dilué
1 ^{er} mai 2010	238 978 \$	16 471 \$	0,24 \$	0,24 \$
30 janvier 2010	268 120	14 088	0,21	0,21
31 octobre 2009	270 684	18 921	0,28	0,28
1 ^{er} août 2009	286 071	26 426	0,38	0,38
2 mai 2009	231 652	7 801	0,11	0,11
31 janvier 2009	261 801	8 981	0,13	0,13
1 ^{er} novembre 2008	271 240	23 004	0,33	0,32
2 août 2008	289 502	35 385	0,50	0,50

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats de l'exercice complet ou d'une période ultérieure.

BILAN

SITUATION FINANCIÈRE AU 1^{ER} MAI 2010 ET COMPARAISON AVEC LA SITUATION FINANCIÈRE AU 30 JANVIER 2010

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 209 148 000 \$, en baisse de 8,5 % par rapport à ceux de 228 577 000 \$ inscrits au 30 janvier 2010. La diminution de 19 429 000 \$ de la trésorerie s'explique surtout par des acquisitions d'immobilisations de 13 091 000 \$, le versement de dividendes de 12 187 000 \$ ainsi qu'un investissement accru dans les stocks étant donné l'augmentation normale de ces derniers en vue des saisons printanière et estivale. Les titres négociables que détient la société sont constitués principalement d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Au 1^{er} mai 2010, les titres négociables (présentés à la juste valeur) s'élevaient à 48 783 000 \$, contre 48 026 000 \$ au 30 janvier 2010. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. L'amélioration constante du marché observée au premier trimestre de l'exercice 2011 s'est traduite par une hausse de la valeur marchande du portefeuille de placements de la société d'environ 1,5 %. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Les débiteurs se sont établis à 3 765 000 \$, en hausse de 839 000 \$ par rapport à ceux comptabilisés au 30 janvier 2010. Les débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Les impôts sur le bénéfice à recouvrer se sont chiffrés à 8 540 000 \$, comparativement à des impôts sur le bénéfice exigibles de 4 677 000 \$ au 30 janvier 2010, principalement parce que les acomptes provisionnels finals se sont traduits par des impôts à recouvrer pour l'année d'imposition antérieure et que les acomptes provisionnels payés ont été supérieurs aux impôts estimatifs de l'exercice à l'étude. Les stocks de marchandises se sont élevés à 81 858 000 \$, soit 18 731 000 \$ de plus qu'au 30 janvier 2010, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation normale des stocks en vue des saisons printanière et estivale, et ce, malgré une réduction du coût des marchandises attribuable à l'appréciation du dollar canadien. Règle générale, le niveau des stocks, calculé sur une base trimestrielle, est à son plus haut à la fin du premier et du troisième trimestres de chaque exercice, en prévision des ventes respectives de la saison estivale et de la période des Fêtes. Les charges payées d'avance ont totalisé 12 808 000 \$, contre 11 873 000 \$ au 30 janvier 2010, ce qui s'explique principalement à la date du paiement de divers éléments prépayés, comme les assurances et les contrats d'entretien.

Les impôts futurs découlent de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et du passif et leurs assiettes d'imposition respectives, et ils sont constatés aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur applicables afin de tenir compte de leurs incidences fiscales futures. Les actifs d'impôts futurs s'expliquent en majeure partie par les écarts relatifs aux immobilisations.

La société a investi 13 091 000 \$ en acquisitions d'immobilisations au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Son investissement consiste en 11 104 000 \$ dans des coûts de construction et de rénovation de magasins et en 1 987 000 \$ pour le bureau de la rue Sauvé et le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa.

Les crédateurs et charges à payer se sont établis à 84 614 000 \$, en hausse de 6 848 000 \$ par rapport à ceux inscrits au 30 janvier 2010. Les crédateurs de la société se composent, dans une large mesure, de comptes fournisseurs, de taxes de vente, de retenues d'impôt à la source et de passifs au titre des cartes cadeaux non utilisées. Cette hausse correspond à l'augmentation normale des stocks pour le trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE AU 1^{ER} MAI 2010 ET COMPARAISON AVEC LA SITUATION FINANCIÈRE AU 2 MAI 2009

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 209 148 000 \$, en hausse de 39,1% par rapport à ceux de 150 395 000 \$ un an auparavant. L'augmentation de 58 753 000 \$ s'explique surtout par les flux de trésorerie plus importants provenant de l'exploitation. Les titres négociables que détient la société sont constitués principalement d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Au 1^{er} mai 2010, les titres négociables (présentés à la juste valeur) s'élevaient à 48 783 000 \$, contre 32 216 000 \$ un an auparavant. Cet accroissement au chapitre des titres négociables découle d'achats de titres combinés à une progression importante de la valeur marchande du portefeuille par rapport à l'exercice antérieur. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. Grâce à l'amélioration du marché observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société, en ce qui concerne les titres détenus pendant la période de 12 mois terminée le 1^{er} mai 2010, s'est rétablie d'environ 120%. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Les débiteurs se sont établis à 3765 000 \$, en baisse de 796 000 \$ par rapport à ceux de l'an dernier, ce qui s'explique par une réclamation d'assurance non réglée et par un prêt à un cadre dirigeant qui était impayé au cours de l'exercice précédent, lesquels ont été réglés depuis. Les débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Les impôts sur le bénéfice à recouvrer se sont chiffrés à 8 540 000 \$ (9 495 000 \$ au 2 mai 2009) et se composent principalement des impôts à recouvrer de l'année d'imposition antérieure et des acomptes provisionnels payés qui ont été supérieurs aux impôts estimatifs de l'exercice à l'étude. Les stocks de marchandises se sont établis à 81 858 000 \$, soit 17 893 000 \$ de moins que l'an dernier, en raison surtout de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les marchandises achetées qui étaient encore dans les stocks à la fin du trimestre. Les charges payées d'avance ont diminué de 12 764 000 \$ par rapport à celles de l'an dernier, principalement en raison du moment du paiement des loyers de mai 2010.

La société a investi 13 091 000 \$ en acquisitions d'immobilisations corporelles au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, contre 9 784 000 \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2010. Son investissement consiste en 11 104 000 \$ dans des coûts de construction et de rénovation de magasins (9 377 000 \$ au 2 mai 2009) et en 1 987 000 \$ pour le bureau de la rue Sauvé et le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa (407 000 \$ au 2 mai 2009). La société prévoit que ses dépenses en immobilisations à l'égard des nouveaux magasins et des rénovations s'établiront à environ 30 000 000 \$ pour l'exercice se terminant le 29 janvier 2011.

Les créanciers et charges à payer se sont établis à 84 614 000 \$, en hausse de 10 232 000 \$ par rapport à ceux de l'an dernier. Cette hausse est en partie attribuable à une augmentation du versement de retenues d'impôt à la source relativement aux paiements faits dans le cadre du régime incitatif de primes de la société et à la croissance des passifs liés à la taxe de vente. Les créanciers de la société se composent, dans une large mesure, de comptes fournisseurs, de taxes de vente, de retenues d'impôt à la source et de passifs au titre des cartes cadeaux non utilisées.

La société offre un régime de retraite à prestations déterminées (le « régime »). Une évaluation actuarielle en a été faite en date du 31 décembre 2007 et extrapolée au 30 janvier 2010 en vue de déterminer le passif estimatif que la société a engagé relativement aux provisions du régime. La société est aussi le promoteur d'un régime complémentaire de retraite pour certains cadres dirigeants (le « RCRC »). Le RCRC n'est pas capitalisé, et lorsqu'une obligation survient relativement aux paiements à effectuer aux termes du RCRC (par exemple, lorsqu'un participant admissible prend sa retraite et commence à toucher des prestations aux termes du RCRC), les paiements sont portés en diminution du montant accumulé, à mesure que les paiements sont effectués. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, un montant de 471 000 \$ (450 000 \$ pour le trimestre terminé le 2 mai 2009) a été passé en charges au titre des deux régimes.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Les perspectives économiques se sont récemment améliorées, bien qu'à un rythme plutôt lent. Les niveaux d'emploi ont eux aussi commencé à progresser. En effet, Statistique Canada a noté qu'en avril 2010, le gain mensuel le plus important en pourcentage avait été enregistré depuis août 2002. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions au chapitre de l'exploitation à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et, contrairement à bien des entreprises qui ressentent l'effet de l'accès désormais limité au crédit, elle dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

CONCURRENCE

Le secteur canadien du vêtement est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs des grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien. La société a constaté, au cours des dernières années, l'arrivée d'un certain nombre de concurrents étrangers qui exercent maintenant des activités dans pratiquement tous les créneaux du commerce de détail canadien au sein desquels la société est présente. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite sept bannières différentes, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale.

SAISONNALITÉ

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 982 points de vente loués et exploités sous sept bannières dans l'ensemble du Canada. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

La société est tributaire de l'efficacité de l'exploitation de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'exploitation du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes futures qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats d'exploitation de la société.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer son exploitation, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers, de ventes de détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. Toute perturbation majeure de la performance de ces systèmes pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur l'exploitation et les résultats financiers de la société.

RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités dans toutes les provinces et dans tous les territoires canadiens. De ce fait, elle est assujettie à tous changements importants et négatifs susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le bénéfice et le chiffre d'affaires, les taux d'imposition, les droits de douanes, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, aucun fournisseur n'a représenté plus de 10 % des achats de la société (en dollars et/ou en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et/ou la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de variation du cours des actions, ont été fournies dans le rapport annuel de l'exercice 2010 de la société et aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du trimestre terminé le 1^{er} mai 2010, sauf en ce qui concerne le risque de change tel qu'il est décrit ci-après.

RISQUE DE CHANGE

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises et à des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. La durée de ces contrats d'option ne dépasse généralement pas trois mois. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 1^{er} mai 2010, au 2 mai 2009 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains constitués principalement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 28 652 000 \$ et de créanciers s'élevant à 3 309 000 \$, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 1^{er} mai 2010, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, aurait entraîné, respectivement, une diminution ou une augmentation de 1 812 000 \$ du bénéfice net de la société pour le trimestre terminé le 1^{er} mai 2010.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 1^{er} mai 2010, les capitaux propres s'élevaient à 516 816 000 \$, ou 7,63 \$ par action, contre 506 420 000 \$, ou 7,31 \$ par action, l'an dernier (510 166 000 \$, ou 7,55 \$ par action, au 30 janvier 2010). L'incidence de la récession sur les marchés boursiers canadiens a entraîné à sa suite une importante chute de l'indice composé de la Bourse de Toronto. La société, du fait des avoirs importants qu'elle détient sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, n'a toutefois subi que de minimes pertes de valeur sur le plan de ses actifs liquides. Grâce à l'amélioration du marché observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société, en ce qui concerne les titres détenus pendant la période de 12 mois terminée le 1^{er} mai 2010, s'est rétablie d'environ 120 %. La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables (présentés à la juste valeur) totalisant 257 931 000 \$, contre 182 611 000 \$ l'an dernier (276 603 000 \$ au 30 janvier 2010). La trésorerie est investie de façon prudente, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes, de même que dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de fonds liquides à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement (non garantis) de 125 000 000 \$. Au 1^{er} mai 2010, une tranche de 44 310 000 \$ (42 034 000 \$ au 2 mai 2009 et 53 624 000 \$ au 30 janvier 2010) de la ligne de crédit d'exploitation était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorerait pas ses obligations contractuelles. Au 1^{er} mai 2010, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces lettres de crédit de soutien était de 5 138 000 \$. Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2011. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est auto-assurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens, et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des sinistres afin d'atténuer l'incidence financière des risques opérationnels.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 318 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2011. La société a versé des dividendes s'élevant à 12 187 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 12 550 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010, une réduction qui est attribuable à la diminution du nombre d'actions en circulation en raison des rachats effectués dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, la société a investi 13 091 000 \$ dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés, dans le bureau de la rue Sauvé et dans le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa. La société prévoit faire près de 30 000 000 \$ de dépenses en immobilisations au cours de l'exercice se terminant le 29 janvier 2011 relativement à la construction et à la rénovation de magasins. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes en espèces et des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et aux obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de son exploitation.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente les engagements financiers de la société, exclusion faite des débiteurs et des charges à payer, en date du 1^{er} mai 2010, dont le détail a été présenté précédemment.

Obligations contractuelles	Total	D'ici un an	Dans deux à quatre ans	Dans cinq ans et plus
Contrats de location-exploitation des magasins et des bureaux ¹	472 575 000 \$	100 285 000 \$	217 644 000 \$	154 646 000 \$
Autres contrats de location exploitation ²	17 400 000	4 090 000	9 888 000	3 422 000
Dette à long terme	12 413 000	1 320 000	4 498 000	6 595 000
Intérêts sur la dette à long terme	3 236 000	746 000	1 701 000	789 000
Total des obligations contractuelles	505 624 000 \$	106 441 000 \$	233 731 000 \$	165 452 000 \$

¹ Représente les montants minimaux des loyers à payer aux termes de baux à long terme pour les magasins et les bureaux en date du 1^{er} mai 2010.

² Comprend les paiements au titre de la location du matériel informatique, d'automobiles et de matériel de bureau.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour fixer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des contrats d'option sur devises. Pour l'exercice à ce jour, la société a satisfait à son obligation en matière de dollars américains grâce à des achats au prix au comptant.

Un contrat d'option sur devises constitue une option d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date et selon un montant prédéterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes.

La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Les contrats d'option sur devises envisagés ont une échéance qui ne dépasse pas trois mois. Au 1^{er} mai 2010, au 2 mai 2009 et au 30 janvier 2010, la société n'avait en cours aucun contrat d'option sur devises.

Le bénéfice net de la société pour le premier trimestre de l'exercice 2011 comprend une perte de change de 1 192 000 \$ (perte de 225 000 \$ pour le trimestre terminé le 2 mai 2009).

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société loue deux magasins de détail qui appartiennent à un apparenté. Les baux de ces locaux ont été conclus selon des modalités commerciales semblables à celles des baux qui ont été conclus avec des tiers pour des établissements semblables. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, la charge locative aux termes de ces baux a totalisé environ 45 000 \$ (48 000 \$ pour le trimestre terminé le 2 mai 2009).

La société a engagé des honoraires de 142 000 \$ liés à des conseils juridiques généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2011 (135 000 \$ pour le trimestre terminé le 2 mai 2009) auprès d'un cabinet d'avocats auquel sont associés des administrateurs externes de la société. La société est d'avis que cette rémunération est fondée sur des modalités normales pour des opérations entre non apparentés.

Ces opérations sont inscrites au montant de la contrepartie versée conformément à ce qui a été établi et convenu par les apparentés.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux instruments financiers de la société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société réduit ses risques de crédit en investissant son encaisse disponible dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de fonds liquides à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers, et les reculs généralisés des marchés boursiers découlant de la récession économique ont fait baisser le cours de ces titres sur le marché. Grâce à l'amélioration du marché observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société, en ce qui concerne les titres détenus pendant la période de 12 mois terminée le 1^{er} mai 2010, s'est rétablie d'environ 120 %. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Comme la volatilité du dollar canadien se répercute sur les bénéfices et même si la société envisage diverses stratégies pour fixer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des contrats d'option sur devises, cette imprévisibilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

VALEUR DES STOCKS

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une provision est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks et les retours sur ventes, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des marchandises vendues constituent des éléments importants des états financiers, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La société comptabilise la rémunération et les autres paiements à base d'actions à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur. Les options sur actions attribuées sont passées en charges sur la période d'acquisition en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'attribution, valeur qui est déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes. Pour calculer le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours de l'exercice en fonction de la juste valeur, diverses hypothèses sont utilisées pour établir la durée prévue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité prévue du cours des actions et le taux moyen de rendement des actions. Le recours à d'autres estimations pourrait faire en sorte que la charge de rémunération à base d'actions soit différente de celle que la société a constatée.

RÉGIMES DE RETRAITE

La société offre un régime de retraite contributif à prestations déterminées et parraine aussi un RCRC. Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. La charge de retraite est prise en compte dans les résultats d'exploitation. Les hypothèses utilisées dans le calcul de la charge de retraite et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes. Avec prise d'effet à l'ouverture de l'exercice terminé le 30 janvier 2010, la société a abaissé sa prévision du taux de rendement à long terme des actifs des régimes de 7,5 % à 7,0 % en raison du rendement des marchés boursiers nord-américains. Le recours à d'autres hypothèses pourrait faire en sorte que la charge de retraite diffère de celle que la société a comptabilisée. Le régime de retraite à prestations déterminées est entièrement capitalisé et solvable d'après l'évaluation actuarielle menée au 31 décembre 2007 et extrapolée au 30 janvier 2010, alors que le RCRC est un régime de retraite sans capitalisation.

ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais ils font l'objet d'un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. Si la société détermine dans l'avenir qu'il y a eu une baisse de valeur, elle doit radier la tranche dépréciée des écarts d'acquisition.

CARTES CADEAUX

Les cartes cadeaux vendues sont inscrites à titre de passif et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. Pour chaque période, la société examine les passifs au titre des cartes cadeaux pour en évaluer la pertinence. Dans le cadre de son examen, la société fait une estimation de l'utilisation prévue et elle évalue les tendances particulières qui pourraient résulter en un ajustement au passif au titre des cartes cadeaux non utilisées.

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'ICCA) a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et a modifié le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Les normes visant les écarts d'acquisition demeurent telles qu'elles étaient dans l'ancien chapitre 3062. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. L'adoption de cette norme a entraîné le reclassement, dans les actifs incorporels au bilan, de la valeur comptable nette des logiciels de 9964 000 \$ au 30 janvier 2010, somme qui était auparavant classée dans les immobilisations corporelles. À des fins de comparaison, au 2 mai 2009, la valeur comptable nette des logiciels de 11 793 000 \$ a été reclassée dans les actifs incorporels, alors qu'elle était auparavant classée dans les immobilisations corporelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS – INFORMATIONS À FOURNIR

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin de rehausser les exigences en matière d'information à fournir au sujet de l'évaluation à la juste valeur et du risque de liquidité des instruments financiers. Cette modification s'applique aux états financiers annuels pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009 et a pour objet de faciliter la convergence vers les normes internationales d'information financière (les « IFRS », pour *International Financial Reporting Standards*). Les instruments financiers constatés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux :

Niveau 1 – évaluation fondée sur des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des passifs ou des actifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données non observables du marché (utilisation d'hypothèses et d'estimations de la direction quant au prix qu'attribueraient les intervenants du marché aux actifs ou aux passifs).

Le chapitre modifié porte uniquement sur les informations à fournir et n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Au 1^{er} mai 2010, au 2 mai 2009 et au 30 janvier 2010, la société ne détenait pas une quantité importante d'actifs ou de passifs devant être évalués à la juste valeur, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des titres négociables, qui ont tous été évalués au moyen de données de niveau 1 de la hiérarchie d'évaluation à la juste valeur.

PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour les périodes et les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour la société, il s'agira de l'exercice se terminant le 28 janvier 2012. Par conséquent, la société devra commencer à présenter son information financière selon les IFRS au trimestre se terminant le 30 avril 2011. Elle devra alors dresser un bilan d'ouverture et fournir des données établies selon les IFRS pour les périodes comparatives présentées.

En 2008, la société a commencé à planifier le passage des PCGR du Canada actuels aux IFRS en établissant un plan d'exécution et en mettant sur pied une équipe de projet. Cette équipe est chapeautée par des cadres dirigeants de son service des finances, lesquels assurent la gouvernance, la gestion et le soutien du projet dans son ensemble. Des représentants de divers secteurs de l'organisation, au besoin, et des conseillers externes mandatés pour le passage aux IFRS font également partie de cette équipe, qui rend des comptes au Comité de vérification de la société sur une base trimestrielle.

Le plan d'exécution du projet comporte trois étapes, soit l'évaluation préliminaire, l'évaluation détaillée et la conception ainsi que la mise en œuvre.

ÉTAPE 1 : Évaluation préliminaire	
Mesures	<ul style="list-style-type: none"> • Révision de haut niveau des principales différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS. • Évaluation initiale des différentes dispenses prévues par l'IFRS 1 et disponibles à la date de transition. • Évaluation de haut niveau des répercussions possibles sur la présentation de l'information financière, les processus d'affaires, les contrôles internes et les systèmes d'information. • Séances de formation relatives aux IFRS à l'intention des divers membres de l'équipe de projet des IFRS.
Calendrier	Troisième trimestre de l'exercice 2009
Progression	Terminé
ÉTAPE 2 : Évaluation détaillée et conception	
Mesures	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque secteur de différences comptables entre les PCGR du Canada et les IFRS relevé au cours de l'évaluation préliminaire fait l'objet d'une évaluation, et un membre de l'équipe de projet des IFRS est chargé d'examiner ces différences. • Cet examen porte notamment sur les modifications à apporter aux conventions comptables, aux systèmes d'information et aux processus d'affaires déjà en place, en plus d'une analyse des diverses conventions comptables permises par les IFRS et des répercussions sur la préparation des états financiers en application des IFRS. • L'équipe de projet des IFRS de la société discute de ces différences et rend compte de ses décisions, notamment au sujet de la sélection des dispenses prévues par l'IFRS 1 à la date de transition, dans des notes de service relatives aux IFRS qui sont soumises à l'approbation des vérificateurs externes. • Établissement d'un projet d'états financiers et de notes conformes aux IFRS. • Aux trimestres, présentation des principales différences et de leurs conséquences au comité de vérification.
Calendrier	Deuxième trimestre de l'exercice 2011
Progression	<ul style="list-style-type: none"> • La plupart des différences ont fait l'objet d'une analyse, et des conclusions ont été formulées au sujet des choix de conventions comptables, des modifications aux processus et de choix non-récurrents au moment de la transition. • L'examen des écarts restants sera terminé d'ici la fin de juillet 2010. • La société travaille actuellement à l'établissement d'états financiers provisoires conformes aux IFRS, conformément à l'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. • Des sessions périodiques d'information et de mise à jour au sujet de l'état d'avancement du projet sont données à l'intention de la haute direction et du comité de vérification.
ÉTAPE 3 : Mise en œuvre	
Mesures	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration des modifications dans les systèmes, les processus d'affaires et le contrôle interne, au besoin. • Comptabilité parallèle en application des PCGR du Canada et des IFRS. • Préparation de rapprochements détaillés entre les états financiers conformes aux PCGR du Canada et aux IFRS. • Programmes de formation à l'intention du personnel des finances et d'autres services de la société, au besoin. • Approbation des états financiers consolidés conformes aux IFRS par le comité de vérification.
Calendrier	Troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2011
Progression	En cours

Les progrès réalisés jusqu'à maintenant par la société ont donné lieu aux conclusions suivantes :

PREMIÈRE ADOPTION (IFRS 1)

L'IFRS 1 décrit le cadre de la première adoption des IFRS et indique qu'en général, une entité doit appliquer les IFRS de manière rétrospective et que les ajustements découlant de la conversion aux IFRS doivent être constatés directement dans les bénéfices non répartis. L'IFRS 1 prévoit diverses dispenses facultatives et obligatoires. La société s'attend actuellement à se prévaloir des dispenses suivantes :

Dispense	Application de la dispense
Regroupements d'entreprises	La société ne retraitera pas sa comptabilisation des regroupements d'entreprises antérieurs.
Avantages sociaux	La société choisira de constater dans les bénéfices non répartis d'ouverture tous les gains et toutes les pertes actuariels cumulatifs découlant de son régime à prestations déterminées.

Les autres dispenses facultatives ne s'appliquent que de façon limitée ou ne s'appliquent aucunement à la société.

CONVENTIONS COMPTABLES

Voici certains secteurs clés des différences comptables pour lesquels les modifications apportées aux conventions comptables au cours de la conversion aux IFRS peuvent avoir une incidence sur les états financiers de la société. Cette liste ne doit pas être considérée comme incidence exhaustive; elle vise plutôt à mettre en évidence les secteurs des différences comptables qui, de l'avis actuel de la société, s'avéreront les plus importantes au moment de la conversion aux IFRS.

Secteur clé des différences comptables	Différences ayant des répercussions potentielles pour la société
Présentation des états financiers (IAS 1)	<ul style="list-style-type: none"> Classification de l'état des résultats par fonction ou nature. Informations supplémentaires présentées dans les notes afférentes aux états financiers. La société s'occupera de ces différences de présentation lorsqu'elle préparera l'ébauche de ses états financiers selon les IFRS au cours de l'exercice 2011.
Immobilisations corporelles (IAS 16) Dépréciations d'actifs (IAS 36)	<ul style="list-style-type: none"> Répartition en composantes des bâtiments en vue d'un amortissement distinct sur différentes durées de vie utile. Regroupements d'actifs dans des unités génératrices de trésorerie en fonction des entrées de trésorerie indépendantes aux fins des tests de dépréciation, au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie dans le cadre d'une approche en une seule étape. La société a déterminé les unités génératrices de trésorerie qui seraient utilisées aux fins des tests de dépréciation. Des modèles en développement seront utilisés pour les tests de dépréciation à la date de passage aux IFRS.
Programmes de fidélisation de la clientèle (IFRIC 13)	<ul style="list-style-type: none"> Comptabilisation des primes de fidélisation comme une composante distincte des produits qui est reportée jusqu'à l'exécution de l'obligation envers le client.
Avantages du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Comptabilisation immédiate des passifs et des charges relatifs au coût des services passés lié aux droits acquis au solde d'ouverture des résultats non distribués lors du passage aux IFRS et aux résultats par la suite. Comptabilisation des écarts actuariels au fur et à mesure qu'ils se produisent dans les autres éléments du résultat global et aucune incidence sur les résultats.

Divers autres secteurs des IFRS auront des répercussions pour la société, mais dans une moindre mesure.

RÉPERCUSSIONS SUR LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Pour l'instant, la transition est censée avoir peu de répercussions sur les systèmes d'information utilisés par l'entité.

RÉPERCUSSIONS SUR LES CONTRÔLES INTERNES ET LES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La transition aux IFRS n'aura pas de répercussion importante sur les contrôles internes de la société. Les différences attribuables aux IFRS pourront entraîner des changements de présentation et de processus devant permettre la communication d'informations plus détaillées dans les notes afférentes aux états financiers; toutefois, pour l'instant, il n'est pas prévu qu'il en résultera de nombreuses différences pour les traitements comptables utilisés par la société.

Les contrôles et procédures de communication de l'information pourront changer en raison de la transition aux IFRS, mais l'on s'attend, là aussi, à ce que les répercussions soient minimales.

RÉPERCUSSIONS SUR L'EXPERTISE EN MATIÈRE D'INFORMATION FINANCIÈRE

Tous les membres de l'équipe des finances directement touchés par la transition aux IFRS ont suivi une formation. Les autres membres du personnel des finances suivront au besoin une formation relative aux IFRS. La charte du comité de vérification sera modifiée au quatrième trimestre de l'exercice 2011 pour tenir compte des exigences en matière d'expertise financière relatives aux IFRS.

GÉNÉRALITÉS

Pour l'instant, il n'est pas possible de déterminer quelles seront les conséquences globales du basculement pour la situation financière et les résultats d'exploitation futurs de la société. La direction a implanté un système pour pouvoir comptabiliser en parallèle l'information financière selon les IFRS à la date de transition et pour chacune des périodes financières de l'exercice 2011 dont les chiffres comparatifs seront présentés dans les états financiers de l'exercice 2012 préparés selon les IFRS.

La société continue de surveiller et d'évaluer les conséquences des différences changeantes entre les PCGR du Canada et les IFRS, l'*International Accounting Standards Board* (l'«IASB») étant censé continuer à publier de nouvelles normes comptables pendant la période de transition.

Le projet de conversion aux IFRS de la société progresse conformément à l'échéancier prévu. Au fur et à mesure que ce projet progressera, la société pourra modifier ses intentions et les étapes à franchir qui ont été communiquées au moment de la présentation de l'information afin de tenir compte des modifications apportées aux normes internationales en cours d'élaboration ou à la lumière de nouvelles informations ou d'autres facteurs externes dont elle pourrait prendre connaissance d'ici au basculement.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 2 juin 2010, 13 440 000 actions ordinaires et 54 267 206 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options en cours de la société s'établissait à 3 199 500 et leur prix d'exercice moyen était de 14,32\$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

En novembre 2009, la société a reçu l'autorisation de la Bourse de Toronto de donner suite à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités aux termes de laquelle elle peut racheter jusqu'à 2 728 972 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, soit 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 23 novembre 2009. Le volume quotidien moyen des opérations en bourse sur le titre s'est établi à 84 048 actions au cours de la période de six mois précédant le 1^{er} novembre 2009. Conformément aux règlements de la Bourse de Toronto, la société peut racheter quotidiennement jusqu'à 25 % de cette moyenne, soit 21 012 actions. L'offre a débuté le 28 novembre 2009 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2010. Les actions seront rachetées à la Bourse de Toronto au nom de la société par l'entremise d'un courtier inscrit. Le prix payé pour les actions correspondra au cours du marché en vigueur au moment des rachats. Le nombre d'actions rachetées et le moment choisi pour effectuer les rachats seront déterminés par la direction de la société. Toutes les actions rachetées par la société seront annulées. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, la société n'a racheté aucune action aux fins d'annulation.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 30 janvier 2010 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109 de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux principes comptables généralement reconnus. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 30 janvier 2010 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du premier trimestre terminé le 1^{er} mai 2010 qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

Des signes d'une reprise économiques commencent à se faire sentir alors que les principaux indicateurs économiques montrent une amélioration. Les niveaux d'emploi au Canada ont affiché une croissance graduelle, les ventes dans le secteur du commerce de détail sont plus favorables et le taux d'inflation est demeuré stable et, selon les prévisions, devrait se maintenir à un taux peu élevé. La force du dollar canadien favorise les importateurs. Elle freine toutefois l'activité économique dans d'autres secteurs au pays. Dans son *Rapport sur la politique monétaire* d'avril 2010, la Banque du Canada a prévu une croissance de l'économie de 3,7 % en 2010, suivie par un ralentissement à 3,1 % en 2011. Elle indique cependant que l'économie devrait tourner de nouveau à plein régime au deuxième trimestre de l'année 2011. Toutefois, la société estime que la demande des consommateurs demeurera faible pendant l'exercice 2011, accompagnée par une légère progression étant donné que les consommateurs demeurent prudents. Ces attentes guident la direction dans sa gestion de toutes les facettes de l'entreprise. Sur une note positive, la direction est d'avis que la société demeure en mesure d'améliorer sa position sur les marchés et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La société n'a pratiquement aucune dette et dispose de réserves de trésorerie qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions.

Le bureau de Hong Kong continue d'être bénéfique à la société, comptant plus de 110 salariés à plein temps spécialisés dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine.

La direction de la société est d'avis que, de manière générale, les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte, même en ces temps difficiles. La société jouit d'un excellent bilan, ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre. Ses systèmes, notamment pour l'approvisionnement en marchandises, le contrôle des stocks, la planification, l'attribution et la distribution, la gestion du centre de distribution, les points de vente, la gestion financière et la technologie de l'information sont entièrement intégrés. La société s'est engagée à continuer d'investir dans la formation de ses salariés à tous les niveaux.

BILANS

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

14

	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009	Vérfié 30 janvier 2010
ACTIF			
ACTIF À COURT TERME			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 9)	209 148 \$	150 395 \$	228 577 \$
Titres négociables (note 9)	48 783	32 216	48 026
Débiteurs	3 765	4 561	2 926
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	8 540	9 495	–
Stocks de marchandises	81 858	99 751	63 127
Charges payées d'avance	12 808	25 572	11 873
Impôts futurs	2 552	3 810	2 395
Total de l'actif à court terme	367 454	325 800	356 924
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations corporelles	209 517	230 827	210 612
Actifs incorporels	8 455	11 793	9 964
Total des immobilisations	217 972	242 620	220 576
ÉCARTS D'ACQUISITION	42 426	42 426	42 426
IMPÔTS FUTURS	11 995	9 428	11 466
	639 847 \$	620 274 \$	631 392 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIF À COURT TERME			
Créditeurs et charges à payer	84 614 \$	74 382 \$	77 766 \$
Impôts sur le bénéfice exigibles	–	–	4 677
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 7)	1 320	1 240	1 300
Total du passif à court terme	85 934	75 622	83 743
CRÉDITS REPORTÉS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION	20 245	21 579	20 609
DETTE À LONG TERME (note 7)	11 093	12 413	11 431
PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES	5 759	4 240	5 443
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions (note 5)	27 524	23 807	25 888
Surplus d'apport	5 296	4 426	5 164
Bénéfices non répartis	484 906	485 870	480 622
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(910)	(7 683)	(1 508)
	483 996	478 187	479 114
Total des capitaux propres	516 816	506 420	510 166
	639 847 \$	620 274 \$	631 392 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DES RÉSULTATS

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Pour les trois mois terminés les	
	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009
Chiffre d'affaires	238 978 \$	231 652 \$
Coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs (note 4)	201 418	206 192
	37 560	25 460
Amortissement	14 780	14 646
Bénéfice d'exploitation avant les éléments ci-dessous	22 780	10 814
Revenu de placement (note 9)	810	727
Intérêts sur la dette à long terme	199	219
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	23 391	11 322
Impôts sur le bénéfice		
Exigibles	7 695	4 846
Futurs	(775)	(1 325)
	6 920	3 521
Bénéfice net	16 471 \$	7 801 \$
Bénéfice par action (note 8)		
De base	0,24 \$	0,11 \$
Dilué	0,24	0,11

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

	Pour les trois mois terminés les	
	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009
Bénéfice net	16 471 \$	7 801 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu au cours de la période (déduction faite des impôts de 89 \$; 76 \$ pour les trois mois terminés le 2 mai 2009)	598	447
Reclassement dans le bénéfice net des pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 9 \$ pour les trois mois terminés le 2 mai 2009)	-	60
	598	507
Résultat étendu	17 069 \$	8 308 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

16

	Pour les trois mois terminés les	
	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	16 471 \$	7 801 \$
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement	14 780	14 646
Impôts futurs	(775)	(1 325)
Rémunération à base d'actions	454	97
Amortissement des crédits reportés au titre des contrats de location	(1 269)	(1 278)
Crédits reportés au titre des contrats de location	905	732
Cotisations à un régime de retraite	(155)	(128)
Charge de retraite	471	450
Perte sur la vente de titres négociables	-	69
Perte de change	490	18
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation	(25 959)	(51 242)
	5 413	(30 160)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achats de titres négociables	(70)	-
Produit de la vente de titres négociables	-	1 125
Acquisitions d'immobilisations	(13 091)	(9 784)
	(13 161)	(8 659)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés	(12 187)	(12 550)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote aux fins d'annulation	-	(12 174)
Remboursements sur la dette à long terme	(318)	(298)
Produit tiré de l'émission de capital-actions	1 314	200
	(11 191)	(24 822)
PERTE DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVICES	(490)	(18)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(19 429)	(63 659)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	228 577	214 054
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	209 148 \$	150 395 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 9)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

	Pour les trois mois terminés les	
	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009
CAPITAL-ACTIONS		
Solde au début de la période	25 888 \$	23 830 \$
Contrepartie en espèces à l'exercice d'options sur actions	1 314	200
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	322	209
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions	–	(432)
Solde à la fin de la période	27 524	23 807
SURPLUS D'APPORT		
Solde au début de la période	5 164	4 538
Coûts de rémunération liés aux options sur actions	454	97
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	(322)	(209)
Solde à la fin de la période	5 296	4 426
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS		
Solde au début de la période	480 622	502 361
Bénéfice net	16 471	7 801
Dividendes	(12 187)	(12 550)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 5)	–	(11 742)
Solde à la fin de la période	484 906	485 870
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU		
Solde au début de la période	(1 508)	(8 190)
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu au cours de la période (déduction faite des impôts de 89 \$; 76 \$ pour les trois mois terminés le 2 mai 2009)	598	447
Reclassement dans le bénéfice net des pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 9 \$ pour les trois mois terminés le 2 mai 2009)	–	60
Solde à la fin de la période ¹	(910)	(7 683)
Total des capitaux propres	516 816 \$	506 420 \$

¹ Les titres négociables sont classés comme étant des placements financiers disponibles à la vente et constituent le seul élément du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

(NON VÉRIFIÉ)

(TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

NOTES

1. RÈGLES DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés (les « états financiers ») ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada en ce qui concerne l'information financière intermédiaire et ils comprennent tous les ajustements habituels et récurrents nécessaires à la juste présentation des états financiers. Par conséquent, ils ne contiennent pas toutes les informations et les notes exigées selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en matière de présentation des états financiers annuels. Les présents états financiers doivent être lus à la lumière des plus récents états financiers annuels pour la période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2010. La société a appliqué les mêmes conventions comptables dans la préparation des états financiers que celles mentionnées à la note 4 afférente aux états financiers annuels de la société dans son rapport annuel de l'exercice 2010, sauf pour ce qui est décrit ci-dessous à la note 2 intitulée « Adoption de nouvelles normes comptables ».

Les activités de la société sont de nature saisonnière et, en raison de l'étendue géographique couverte par les magasins de la société ainsi que de la diversité des produits qu'elle offre, les résultats d'exploitation de la société subissent des fluctuations trimestrielles. En raison du caractère saisonnier des activités, le rendement de la société pour les 13 semaines terminées le 1^{er} mai 2010 n'est pas nécessairement représentatif de son rendement pour le reste de l'exercice.

Aucun montant dans les notes ci-jointes n'a fait l'objet d'une vérification, à moins d'indication contraire.

2. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

a) Écart d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et a modifié le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Les normes visant les écarts d'acquisition demeurent telles qu'elles étaient dans l'ancien chapitre 3062. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. L'adoption de cette norme a entraîné le reclassement, dans les actifs incorporels au bilan, de la valeur comptable nette des logiciels de 9 964 \$ au 30 janvier 2010, somme qui était auparavant classée dans les immobilisations corporelles. À des fins de comparaison, au 2 mai 2009, une somme de 11 793 \$, représentant la valeur comptable nette des logiciels et auparavant classée dans les immobilisations corporelles, a été reclassée dans les actifs incorporels.

b) Instruments financiers – informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin de rehausser les exigences en matière d'information à fournir au sujet de l'évaluation à la juste valeur et du risque de liquidité des instruments financiers. Cette modification s'applique aux états financiers annuels pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009 et a pour objet de faciliter la convergence vers les IFRS. Les instruments financiers constatés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux :

Niveau 1 – évaluation fondée sur des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des passifs ou des actifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données non observables du marché (utilisation d'hypothèses et d'estimations de la direction quant au prix qu'attribueraient les intervenants du marché aux actifs ou aux passifs).

Le chapitre modifié porte uniquement sur les informations à fournir et n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Au 1^{er} mai 2010, au 2 mai 2009 et au 30 janvier 2010, la société ne détenait pas une quantité importante d'actifs ou de passifs devant être évalués à la juste valeur, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des titres négociables, qui ont tous été évalués au moyen de données de niveau 1 de la hiérarchie d'évaluation à la juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

3. PRISES DE POSITION RÉCENTES EN COMPTABILITÉ

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'utiliser les normes internationales d'information financière (les « IFRS », pour International Financial Reporting Standards). Pour ces entreprises, les IFRS remplaceront les PCGR du Canada existants. Les nouvelles normes s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les sociétés seront tenues de fournir des informations correspondantes selon les IFRS pour l'exercice précédent. La société appliquera cette norme à compter du premier trimestre de l'exercice se terminant le 28 janvier 2012. La société évalue actuellement l'incidence du passage aux IFRS et elle continuera d'investir dans la formation et dans les ressources tout au long de la période de transition, afin de faciliter ce passage en temps opportun.

4. STOCKS

Le coût des stocks constaté comme une charge et inclus dans le coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs de la période de trois mois terminée le 1^{er} mai 2010 s'est établi à 75 972 \$ (84 042 \$ au 2 mai 2009). Au cours du trimestre, la société a constaté une somme de 1 510 \$ (1 626 \$ au 2 mai 2009) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

5. CAPITAL-ACTIONS

- a) Les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de la société ont égalité de rang quant au droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.
- b) La société a autorisé un nombre illimité d'actions de catégorie A sans droit de vote.

Le tableau qui suit présente un résumé des actions de catégorie A sans droit de vote émises pour chacune des périodes indiquées :

	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009	Véifié 30 janvier 2010
Solde au début de la période	54 160	56 864	56 864
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	107	47	277
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	–	(1 098)	(2 981)
Solde à la fin de la période	54 267	55 813	54 160

La société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires. Au 1^{er} mai 2010, 13 440 actions ordinaires étaient émises (13 440 au 2 mai 2009; 13 440 au 30 janvier 2010) et elles comportaient une valeur attribuée de 482 \$ (482 \$ au 2 mai 2009; 482 \$ au 30 janvier 2010).

En novembre 2009, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre publique de rachat, la société peut racheter jusqu'à 2 729 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 23 novembre 2009. Cette offre de rachat a commencé le 28 novembre 2009 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2010. Aucune action n'a été rachetée au cours des trois mois terminés le 1^{er} mai 2010.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

6. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La société offre un régime d'options d'achat d'actions qui est décrit à la note 11 c) afférente aux états financiers paraissant dans le rapport annuel de l'exercice 2010.

La variation des options sur actions en cours se présente comme suit :

	1 ^{er} mai 2010		2 mai 2009	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de la période	3 207	14,14 \$	1 594	12,84 \$
Attribuées	100	18,00	–	–
Exercées	(107)	12,23	(47)	4,25
Frappées d'extinction	–	–	(18)	12,23
En cours à la fin de la période	3 200	14,32 \$	1 529	13,11 \$
Options pouvant être exercées à la fin de la période	1 064	13,22 \$	1 080	12,51 \$

Le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours du trimestre a été calculé en fonction de la juste valeur à l'aide des hypothèses suivantes :

Durée prévue des options	6,5 années
Taux d'intérêt sans risque	3,59 %
Volatilité prévue du cours des actions	47,18 %
Taux moyen de rendement des actions	4,00 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	6,22 \$

7. DETTE À LONG TERME

	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009	Véifié 30 janvier 2010
Emprunt hypothécaire portant intérêt à un taux de 6,40 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 172 \$, venant à échéance en novembre 2017 et garanti par le centre de distribution de la société	12 413 \$	13 653 \$	12 731 \$
Moins la tranche à moins de un an	1 320	1 240	1 300
	11 093 \$	12 413 \$	11 431 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

8. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le nombre d'actions utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	67 631	70 124
Effet dilutif des options en cours	277	33
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	67 908	70 157

Au 1^{er} mai 2010, 2 243 options sur actions (1 477 options sur actions au 2 mai 2009) ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif.

9. AUTRES INFORMATIONS

- a) L'établissement du bénéfice net de la société tient compte d'une perte de change de 1 192 \$ (perte de 225 \$ au 2 mai 2009).
- b) Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :

	1 ^{er} mai 2010	2 mai 2009	Véifié 30 janvier 2010
Soldes bancaires	13 472 \$	5 119 \$	4 677 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,3 % (0,3 % au 2 mai 2009; 0,3 % au 30 janvier 2010)	195 676	145 276	223 900
Trésorerie et équivalents de trésorerie	209 148 \$	150 395 \$	228 577 \$
Titres négociables			
Juste valeur	48 783 \$	32 216 \$	48 026 \$
Coût	49 193	40 466	49 123
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Acquisitions d'immobilisations comprises dans les créditeurs et charges à payer	493 \$	880 \$	1 408 \$
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	322	209	655
Sommes en espèces versées au cours de la période au titre de ce qui suit :			
Impôts sur le bénéfice	20 912 \$	10 907 \$	31 164 \$
Intérêts	199	219	850
Revenu de placement			
Actifs financiers disponibles à la vente			
Dividendes	671 \$	510 \$	2 109 \$
Perte réalisée sur une cession	—	(69)	(794)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction			
Intérêts créditeurs	139	286	677
	810 \$	727 \$	1 992 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Présentation de la juste valeur

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment déterminé, selon l'information disponible concernant l'instrument financier. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent souvent être déterminées avec précision.

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur aux dates de fin de période, étant donné l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des titres négociables est fondée sur les cours publiés sur le marché à la fin de la période, lesquels sont considérés comme étant des données de niveau 1 dans la hiérarchie d'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur de la dette à long terme est de 12 711 \$ (12 507 \$ au 2 mai 2009; 13 045 \$ au 30 janvier 2010), alors que sa valeur comptable est chiffrée à 12 413 \$ (13 653 \$ au 2 mai 2009; 12 731 \$ au 30 janvier 2010).

La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à un taux fixe a été calculée selon la valeur actuelle des versements futurs de capital et d'intérêts, actualisés aux taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour des titres de créance identiques ou semblables comportant une durée résiduelle identique.

b) Gestion des risques

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de marché ont été divulguées dans les états financiers au 30 janvier 2010 paraissant dans le rapport annuel de l'exercice 2010 et aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait à l'exposition aux risques de la société au cours des trois premiers mois de l'exercice 2011, sauf en ce qui concerne le risque de change, tel qu'il est décrit ci-après.

Risque de change

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises et des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. La durée de ces contrats d'option ne dépasse généralement pas trois mois. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie afin de respecter ses obligations. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 1^{er} mai 2010, au 2 mai 2009 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains, constitués principalement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 28 652 \$ et de créanciers s'élevant à 3 309 \$, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 1^{er} mai 2010, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, aurait entraîné respectivement une diminution ou une augmentation de 1 812 \$ du bénéfice net de la société pour la période de trois mois terminée le 1^{er} mai 2010.

982



23

MAGASINS A TRAVERS LE CANADA

	REITMANS	SMART SET	RW & CO.	THYME	CASSIS	PENNINGTONS	ADDITIONELLE	TOTAL
TERRE-NEUVE	14	3	1	-	-	4	2	24
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	3	3	-	-	-	1	-	7
NOUVELLE-ÉCOSSE	20	6	1	2	-	10	2	41
NOUVEAU-BRUNSWICK	16	6	3	1	1	4	5	36
QUÉBEC	84	38	16	19	8	25	34	224
ONTARIO	117	64	25	29	8	58	43	344
MANITOBA	14	5	1	2	-	6	4	32
SASKATCHEWAN	11	3	-	2	-	8	3	27
ALBERTA	46	18	8	12	2	24	16	126
COLOMBIE-BRITANNIQUE	42	17	11	9	-	25	15	119
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1	-	-	-	-	-	-	1
YUKON	1	-	-	-	-	-	-	1
	369	163	66	76	19	165	124	982

Inspiré par la femme modèle et non la top modèle, **REITMANS** habilie avec style et à prix abordable la femme sous toutes ses formes. Avec ses **369 MAGASINS**, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce au détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service supérieur, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. « Reitmans, conçus pour la vraie vie. »

Comptant **163 MAGASINS**, **SMART SET** est la destination mode de la femme âgée de 25 à 35 ans, à l'affût des dernières tendances. D'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, l'environnement dynamique et agréable de l'« atelier mode » Smart Set offre à notre clientèle les outils dont elle a besoin pour élaborer la garde-robe qui convient à son style de vie. Smart Set offre une foule de styles à prix accessibles : des essentiels carrière aux accessoires, en passant par les vêtements d'allure urbaine et décontractée.

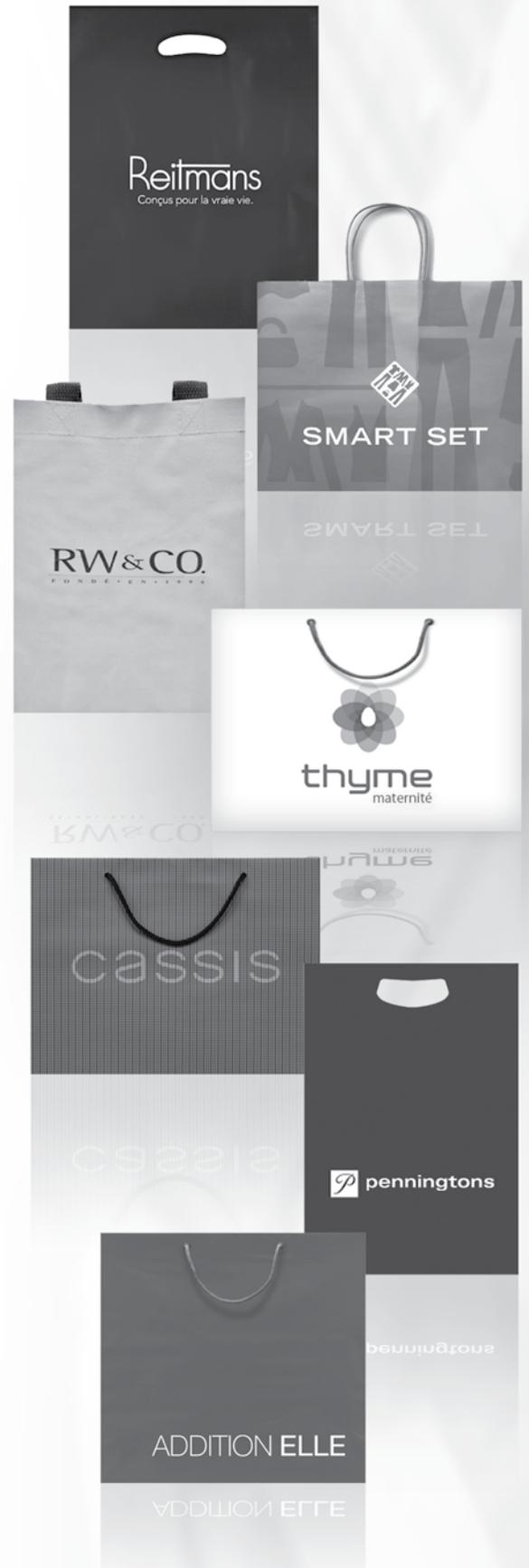
Regroupant **66 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants, **RW & CO.** répond aux besoins d'une clientèle formée de jeunes femmes et de jeunes hommes (de 18 à 30 ans) en leur proposant des tenues de ville et des vêtements décontractés originaux de qualité, à la mode et à prix raisonnables. Un environnement unique et décontracté, une attention authentique apportée à la clientèle et un marketing exceptionnel, tels sont les éléments sur lesquels repose la marque RW & CO.

THYME, chef de file canadien de la mode maternité, propose aux femmes enceintes des styles actuels et le service d'un personnel expert et amical. Thyme s'adresse à toutes les femmes enceintes qui désirent conserver un style branché et irrésistible tout au long de leur grossesse. Thyme exploite **76 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 400 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres.

CASSIS, la plus récente bannière de Reitmans (Canada) Limitée, exploite **19 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 600 pieds carrés. Situés dans des centres commerciaux régionaux importants, les magasins Cassis offrent des vêtements urbains décontractés et des vêtements de carrière qui reflètent la personnalité de notre clientèle : charismatique et jeune d'esprit. Nous privilégions des styles, des coupes et des tissus qui avantagent la silhouette de la femme dans la quarantaine, tout en subliment l'énergie et l'attitude de ses 35 ans.

Exploitant **165 MAGASINS** d'un océan à l'autre, **PENNINGTONS** propose à la femme de taille plus un vaste choix de vêtements carrière et tout-aller, de lingerie et d'accessoires qui répondent à son style de vie. Pourvue d'un superbe assortiment de tenues classiques et contemporaines, offertes en tailles 14 à 32 et 1X à 6X, la mode Penningtons se veut abordable et seyante. On retrouve dans tous les magasins Penningtons la collection MXM qui s'adresse à une clientèle de taille plus, jeune et à l'avant-garde. D'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, les magasins Penningtons sont situés dans des mégacentres et des mails linéaires. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Penningtons en ligne, à l'adresse penningtons.com.

Comptant **124 MAGASINS** répartis dans tout le Canada, **ADDITION ELLE** incite sa clientèle à « faire sa marque » avec une sélection épatante de vêtements classiques et contemporains au style assuré et aux prix abordables. En plus de collections carrière et week-end uniques, Addition Elle propose un choix ravissant de dessous, de tenues de nuit et de sport, de vêtements d'extérieur et d'accessoires. Elle offre aussi à ses plus jeunes clientes une collection tendance appelée MXM. D'une superficie moyenne de 6 100 pieds carrés, les magasins Addition Elle logent dans des mégacentres et des centres commerciaux d'un océan à l'autre. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Addition Elle en ligne, à l'adresse additionelle.com.



INFORMATION CORPORATIVE

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest

Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : (514) 384-1140

Télécopieur : (514) 385-2669

Courrier électronique : info@reitmans.com

Site Web de la société : reitmans.ca

ADRESSE ENREGISTRÉE

3300 Highway #7 West, Suite 702

Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : (905) 761-2830

Télécopieur : (905) 761-8922

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.

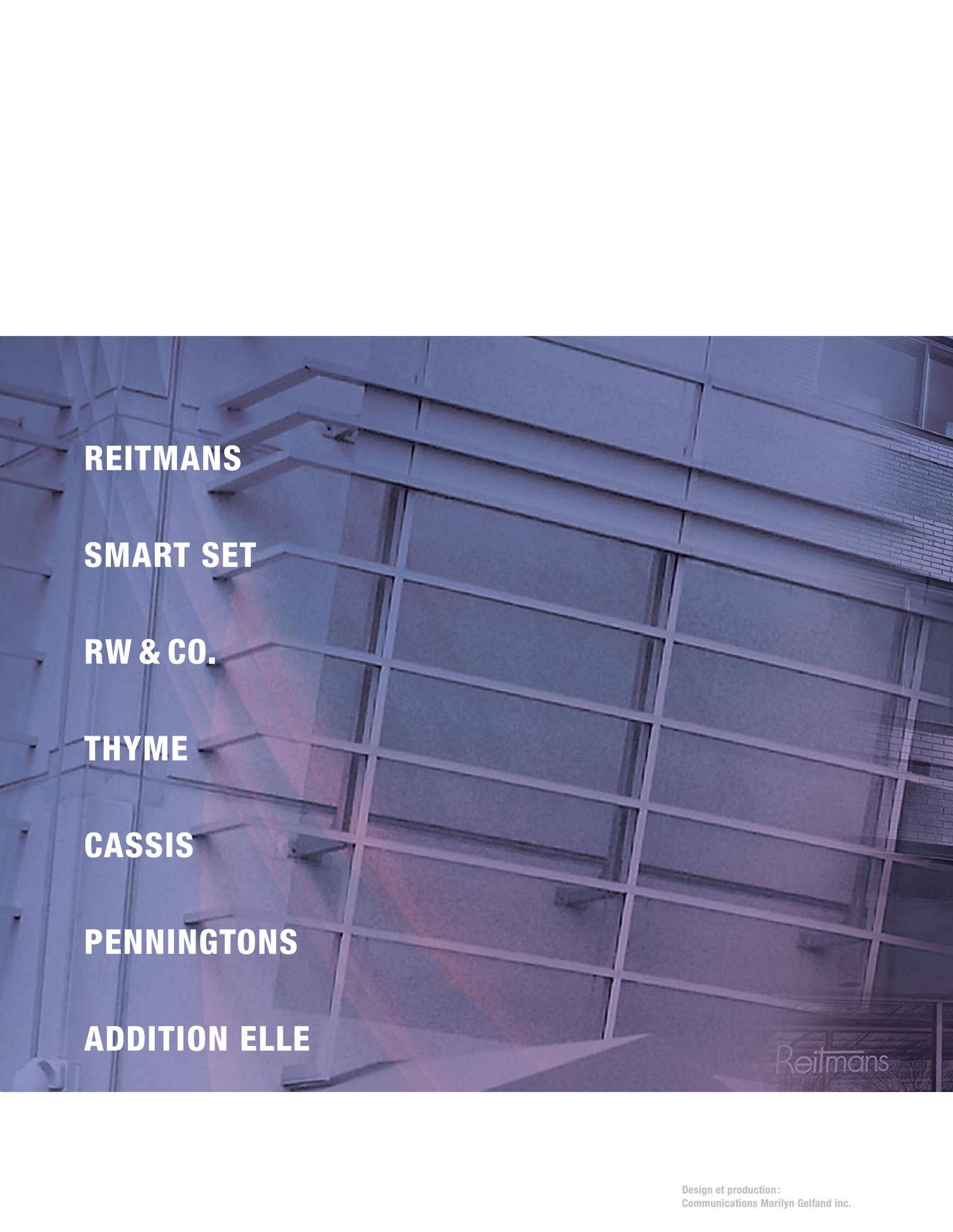
Halifax, Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires RET

Actions de catégorie A
sans droit de vote RET.A



REITMANS

SMART SET

RW & CO.

THYME

CASSIS

PENNINGTONS

ADDITION ELLE

Reitmans